

COMMENT LUTTER CONTRE L'ANTIBIORÉSISTANCE HUMAINE ET ANIMALE ?

Orateurs : **Thomas B. CUENI**, Directeur général de l'International Federation of Pharmaceutical Manufacturers – IFPMA | Suisse, **Dame Sally DAVIES**, Envoyée spéciale du Royaume-Uni sur la résistance aux antimicrobiens | Royaume-Uni, **Jean-Louis HUNAUT**, Président du Syndicat de l'Industrie du Médicament et diagnostique Vétérinaire – SIMV | France, **Alexandre MÉRIEUX**, Président directeur général de bioMérieux | France, **Carmen PESSOA DA SILVA**, Chef d'unité du Système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens – GLASS à l'OMS | Suisse

Débat animé par **Benoît GALLET**, Conseiller, Administrateur à l'Institut de Médecine et d'Épidémiologie Appliquée et Tropicale – IMEA | France

Désormais, l'antibiorésistance humaine et animale représente un sujet capital en matière de santé publique. Sa croissance et sa dangerosité seraient estimées par des chercheurs à plus de 50 millions de morts, se traduisant par un impact de 4 % sur le PIB en 2050. Cette menace pour la santé mondiale nécessite une prise de conscience globale et commune afin de contrer une pandémie qualifiée de « silencieuse ». Pour répondre à cette menace, l'ONU et les institutions en charge ont déterminé des perspectives d'action. Elles sont déclinées comme suit :

La nécessité d'une prise de conscience mondiale

Une prise de conscience mondiale et une solidarité internationale sont attendues de la part de tous les gouvernements et institutions pour traiter la question majeure de l'antibiorésistance. À ce titre, plusieurs initiatives réglementaires ont été ratifiées et signées. Pour autant, leur mise en œuvre reste encore incomplète.

Toutefois, la situation sanitaire actuelle a catalysé plusieurs constats : d'une part elle a su mettre en lumière l'importance de la vie ; d'autre part la pertinence à bénéficier de structures présentant un capacitaire approprié a été mise en exergue par l'état de saturation de certains établissements ; enfin la circulation rapide du virus nous a questionné quant à notre capacité à répondre rapidement et justement à des problèmes d'envergure en matière de santé désormais pensée à échelle mondiale.

L'éducation à l'antibiorésistance

Au regard de la situation, il convient de continuer à sensibiliser les gouvernements et les professionnels de santé et du médicament à la question de l'antibiorésistance. Cela peut se traduire par la valorisation et promotion des approches microbiologiques au sein des cursus universitaires scientifiques. Plus largement, la sensibilisation des professionnels de santé et du médicament contribue à la création d'une culture de la vigilance plus expertisée et outillée en matière de repérage et de diagnostic des antibiorésistances. Cependant, cette sensibilisation est encore inégalement réalisée bien que très largement établie dans les pays développés. Au travers de l'éducation à l'antibiorésistance à échelle mondiale, il devient plus aisé de converger vers une utilisation rationnelle et réfléchie des antibiotiques, qu'ils se destinent aux animaux ou aux humains. À titre d'exemple, entre 1999 et 2019, il a été observé une diminution de 70 % des prescriptions antibiotiques animales, signe ainsi que des évolutions sont en cours.

La surveillance des avancées des antibiotiques sur le marché

La surveillance reste un enjeu majeur de pharmacovigilance, dans la prévention de l'antibiorésistance. Il existe aujourd'hui des moyens d'établir un système de surveillance globale dit de « predict and prevent » (prévoir et prévenir). Dans un tel cadre, l'obtention de données exhaustives, fiables et pertinentes constitue une étape essentielle à la surveillance. Elles permettent d'être mobilisées en faveur d'un monitoring précis. Elles représentent par ailleurs des composantes primordiales pour les prises de décisions éclairées au niveau des institutions politiques en tant que l'objectivité des données scientifiques (procédant par preuves) contribue à appuyer rationnellement les réglementations à mettre en œuvre.

Toutefois, ce mouvement n'est pas toujours pleinement réalisé à échelle mondiale du fait notamment du manque de ressources dans certains pays pour assurer une surveillance efficace et performante. À cela s'ajoute la réticence de certains gouvernements à partager leurs données de surveillance. Il en résulte des difficultés à proposer un système de réponse aussi global que partagé. Aussi est-il utile de souligner que la surveillance épidémiologique visant à pallier l'antibiorésistance repose sur une mutualisation des moyens et des ressources se traduisant notamment par la création d'infrastructures dédiées et coordonnées.

Ainsi à l'échelle mondiale, l'OMS en 2016 s'est pourvue d'un système de surveillance ratifié par plus de 100 pays, le Global Antimicrobial Resistance and Use Surveillance System (GLASS), essayant d'intégrer tous les enjeux de la surveillance, et mutualisant les informations.

À l'échelle nationale, la plateforme ESA France, participe à la surveillance en vue d'évaluer les risques sanitaires sur la santé animale, et la santé publique.

Il convient de poursuivre et généraliser ces initiatives en sensibilisant les gouvernements, les professionnels de santé et la coordination entre les acteurs.

L'accessibilité du marché

La nécessité de recréer un marché viable et soutenable à long terme, est une priorité. Pour ce faire, des politiques d'incitations sont aujourd'hui étudiées, comme une éventuelle prime d'innovation pour les laboratoires à l'obtention d'une AMM.

L'amélioration des diagnostics et de la recherche

La mise sur le marché de nouveaux antibiotiques ne constitue pas une réponse suffisante à l'accessibilité de marché. Les données recueillies sur plus de 8 millions de patients, abondent dans ce sens, démontrant un taux de résistance à plus de 40 % aux antibiotiques de troisième génération. La mise en place de politique d'innovation scientifique doit précéder la réalisation d'une stratégie commerciale. Ce point de vue ne concourant pas à créer le consensus, la situation reste inchangée.